

Cotonou, le

21 FEB 2013

DECISION N°2013 024/ATRPT/SE/DAF/DAJRC/DO/DAEP/SA fixant le montant minimum de la
taxe de terminaison d'appel international entrant au Bénin

LE CONSEIL DE REGULATION,

- VU l'ordonnance n°2002- 002 du 31 janvier 2002 portant principes fondamentaux du régime des télécommunications en République du Bénin ;
- VU la loi n° 2012- 42 du 28 décembre 2012 portant loi des finances pour la gestion 2013 ;
- VU le décret n° 2007- 209 du 10 mai 2007 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité Transitoire de Régulation des Postes et Télécommunications en République du Bénin ;
- VU le décret n° 2007-210 du 10 mai 2007 et suivants portant nomination des membres du Conseil Transitoire de Régulation des Postes et Télécommunications ;
- VU le décret n° 2007-298 du 16 juin 2007 portant approbation des clauses du cahier des charges et fixant les conditions d'établissement et d'exploitation de réseau de téléphonie mobile de norme GSM en République du Bénin ;
- VU les accords relatifs aux conditions techniques et commerciales de l'organisation de l'accès direct à l'international et de l'interconnexion signés par le gouvernement du Bénin avec les opérateurs GSM ;
- VU le rapport du Secrétaire Exécutif au Conseil Transitoire de Régulation ;

Après en avoir délibéré en sa séance du jeudi 14 février 2013 ;

DECIDE :

Article 1 :

Le montant minimum de la taxe de terminaison d'appel international entrant à destination de la République du Bénin est fixé à 0, 13721 EURO HT pour chaque minute d'appel (soit 90 FCFA HT).

Article 2 :

Les opérateurs de réseaux de télécommunications ouverts au public disposant d'un accès direct à l'international doivent respecter les prescriptions de l'article 1^{er} de la présente décision pour les tarifs des communications téléphoniques internationales entrant sur leur réseau à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 3 :

Le montant minimum de la taxe de terminaison d'appel international entrant à destination de la République du Bénin peut être révisé sur la base, entre autres de la moyenne observée dans la sous région.

Article 4 :

Les opérateurs de réseaux de télécommunications ouverts au public disposant d'un accès direct à l'international doivent produire à l'Autorité de Régulation, les documents contractuels signés avec les opérateurs étrangers.

Article 5 :

La présente décision qui abroge toute disposition antérieure contraire sera notifiée à chaque opérateur et publiée partout où besoin sera.

Ont siégé :

Mesdames :

Pierrette DJOSSOU AMOUSSOU
Paulette GANGBO AGBOTON
Myriam KAMARA SOGLO

Messieurs :

Firmin DJIMENOU
Moudjibou EMMANUEL
Flavien AIDOMONHAN
Romain Abilé HOUEHOU

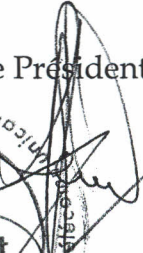
Ampliation :

Original : 1

MCTIC : 1

Opérateurs GSM et BTSA : 6

Archives : 1

Le Président,

Le Président
FIRMIN DJIMENOU
